

AFRISTAT
OBSERVATOIRE ECONOMIQUE ET STATISTIQUE
D'AFRIQUE SUBSAHARIENNE

**SEMINAIRE SUR LE CHOIX D'UN SYSTEME COMMUN DE
MODELISATION MACROECONOMIQUE
A COURT TERME
POUR LES ETATS MEMBRES D'AFRISTAT**

BAMAKO : 19 au 23 mars 2001

POINTS SAILLANTS DES DISCUSSIONS

**Points saillants du séminaire
sur le choix d'un système commun de modélisation macroéconomique à court terme
pour les Etats membres d'AFRISTAT**

Point n°1 : Introduction

Dans le cadre du renforcement des capacités de ses Etats membres dans le domaine de la prévision macroéconomique à court terme, AFRISTAT a organisé, du 19 au 23 mars 2001, au Palais des Congrès de Bamako, un séminaire sur la définition d'une stratégie commune de modélisation macroéconomique à court terme. Ce premier séminaire technique de modélisation vient en complément des séminaires semestriels de suivi de la conjoncture et de prévision organisés depuis 2000. Il a réuni des représentants de chacun des Etats concernés, à l'exception de la Guinée Equatoriale dont les délégués n'ont pu effectuer le déplacement. Dans la mesure du possible, les délégations nationales comprenaient un représentant de la direction de la Prévision (ou la cellule administrative qui en tient le rôle), et un représentant de l'Institut National de la Statistique. Deux représentants du Secrétariat Exécutif de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) et deux de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), deux représentants de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), deux de la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG), et un de la Banque Centrale de Mauritanie (BCM) ont également participé aux travaux. La Banque des Etats de l'Afrique Centrale invitée, n'était pas représentée. Des enseignants de macroéconomie des Ecoles de Statistique d'Abidjan (ENSEA), de Dakar (ENEA-Département de Statistique et de Démographie) et de Yaoundé (ISSEA) ont pris part au séminaire, ainsi qu'un représentant du Ministère français des Affaires Etrangères et des assistants techniques en poste dans certains des Etats concernés. Les débats ont été animés notamment par deux représentants de la Banque mondiale, l'Ecole Nationale Supérieure de Statistique et d'Economie Appliquée (ENSEA), l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques de la France (INSEE) et AFRISTAT. La liste des participants figure à l'annexe 3.

Le séminaire a été financé par le Ministère français des Affaires Etrangères.

Le discours d'ouverture des travaux a été prononcé par Monsieur Lamine DIOP, Directeur Général d'AFRISTAT qui a souhaité la bienvenue aux participants. Il a rappelé les enjeux du présent séminaire (cf. annexe 1).

Le programme de travail a été discuté et adopté (cf. annexe 2).

Point n°2 : Objectifs

En 2000, deux séminaires organisés respectivement en Afrique de l'Ouest et en Afrique Centrale, ont permis de faire le point de la situation de la prévision macroéconomique au niveau des Etats membres. Le manque d'instruments adéquats, sous forme de modèles de prévision macroéconomique adaptés à l'étude des évolutions à court terme est une préoccupation majeure dans la plupart des Etats membres. A l'opposé, certains Etats peuvent fonder leurs réflexions et leurs contributions à l'exercice budgétaire annuel sur la base des résultats de modèles fiables et adaptés. La confrontation des hypothèses et des résultats

obtenus est rendue difficile par cette disparité des moyens de prévision macroéconomique entre les Etats membres. Au sein des unions économiques et monétaires, le souci d'harmonisation des méthodes de prévision des PIB « n et n+1 » est accru par la nécessité de l'exercice de la surveillance multilatérale.

Le séminaire avait donc pour but de fournir une information sur les progrès de la modélisation macroéconomique adaptée aux pays en développement, ainsi que d'apporter des réponses adéquates aux interrogations sur les résultats des politiques de lutte contre la pauvreté. En outre, il devait proposer, à la lumière des expériences diverses, une stratégie commune aux Etats membres d'AFRISTAT pour l'amélioration générale des techniques existantes et le rapprochement des méthodes de prévision économique. Cette stratégie tenant compte des contraintes spécifiques de chaque Etat en terme de ressources humaines disponibles, d'informations statistiques de base, etc. devait donc être discutée s'agissant de sa faisabilité, au niveau des techniciens de la prévision avant d'être soumise à l'approbation du Comité de Direction d'AFRISTAT.

Point n°3 : Déroulement du séminaire

Le séminaire a débuté par un exposé de la Direction générale d'AFRISTAT qui a présenté la méthode de travail du séminaire. Elle consiste dans un premier temps à s'enquérir des besoins des unions économiques et monétaires et des banques centrales en matière de modélisation, puis, dans un second temps, à passer en revue quelques modèles théoriques et en particulier ceux en utilisation dans les Etats membres d'AFRISTAT, à souligner leurs avantages et limites ainsi que leur adéquation aux besoins des Etats. Dans un troisième temps enfin, il s'agissait de déterminer une stratégie commune de modélisation à court terme dans les Etats membres d'AFRISTAT.

i- Les besoins des unions économiques et monétaires et des banques centrales

Les unions économiques et monétaires que sont l'UEMOA et la CEMAC ont des besoins semblables. A cet effet il apparaît la nécessité de disposer des éléments indispensables au calcul des critères de convergence et des indicateurs que ces unions ont la charge de suivre dans le cadre de la surveillance multilatérale. Il est à souligner en particulier la nécessité de disposer pour chacun de leurs Etats membres des PIB de l'année en cours et des deux années suivantes, pour le calcul des indicateurs de convergence et de performance.

Les banques centrales, tout comme les unions économiques et monétaires ont besoin, en particulier, dans le cadre de la programmation monétaire, des données du secteur réel notamment le PIB de l'année en cours et de l'année suivante.

ii- Les modèles

Les modèles qui ont été présentés ont permis de montrer les typologies générales des modèles ainsi que les objectifs visés. Les participants ont pu se rendre compte de la diversité des modèles disponibles dans les Etats membres, des utilisations qui en sont faites, de leurs limites, des besoins des Etats qu'il reste à satisfaire, des problèmes d'instabilité des équipes, de mise à jour des modèles, etc.

iii- *La définition d'une stratégie de modélisation*

Pour mieux répondre aux besoins des Etats membres, des unions économiques et monétaires et des banques centrales, par l'amélioration générale des outils existants et le rapprochement des méthodes de prévision, les participants sont convenus de la nécessité de définir une stratégie commune de modélisation à court terme. Cette stratégie doit tenir compte du degré de développement des modèles au niveau des Etats membres et des besoins prioritaires les plus urgents des Etats, des unions économiques et monétaires et des banques centrales. Elle doit être cohérente avec les dispositions en cours pour l'amélioration des données de base, l'harmonisation des méthodes d'élaboration des comptes nationaux ainsi que les travaux de conjoncture à court terme.

Point n° 4 : Enseignements du séminaire

Outre l'intérêt pour les délégués de pouvoir échanger leurs expériences et leurs pratiques, le séminaire a permis de mener ensemble une réflexion en vue de déboucher à terme sur un socle minimum commun de modélisation par l'application des recommandations ci-dessous. Il a été souligné la nécessité de distinguer les modèles de court terme dont le but principal est d'appréhender les fluctuations liées aux aléas conjoncturels de ceux à moyen terme qui décrivent un objectif de croissance plus stable. Les modèles de court terme viennent en prolongement des travaux de comptabilité nationale et sont directement liés aux travaux de conjoncture économique qui en déterminent l'essentiel des exogènes. Ils sont nécessairement multisectoriels et doivent refléter les informations obtenues sur les principales filières nationales (produits d'exportation et/ou satisfaisant la demande intérieure). Les modèles de moyen terme partent des résultats à court terme et donnent à moyen terme un sentier de croissance. Ils peuvent être unisectoriels ou multisectoriels.

Le séminaire a permis aux participants de définir une stratégie commune de modélisation à court terme. Cette stratégie repose sur les éléments suivants :

- 1) la mise en œuvre de la stratégie de rénovation des comptes nationaux déjà adoptée par les Etats membres et qui comprend les quatre volets suivants :
 - a. l'adoption d'un socle méthodologique commun tel qu'il découle du « Guide méthodologique d'élaboration des comptes nationaux » en cours de finalisation,
 - b. le choix d'une nouvelle année de base des comptes,
 - c. l'utilisation d'un outil commun ERETES,
 - d. l'amélioration à terme des statistiques économiques de base ;
- 2) l'adoption d'un socle minimal de modélisation de type quasi-comptable, reposant sur les résultats d'une analyse conjoncturelle rigoureuse ;
- 3) l'utilisation d'un cadrage macroéconomique simplifié comme solution provisoire pour les Etats membres qui ne disposent pas encore d'ERETES ni d'un modèle de prévision à court terme ;

- 4) la poursuite des travaux de recherche engagés par les Etats les plus avancés dans le domaine de la modélisation. Ces travaux devront donner lieu à des restitutions régulières lors de séminaires consacrés au sujet, à organiser au cours des prochaines années, pour faire profiter l'ensemble des Etats membres de leurs expériences.

Point n° 5 : Recommandations du séminaire

A l'issue de leurs travaux, les participants ont formulé les recommandations suivantes :

- 1) la mise en œuvre de la stratégie commune de modélisation à court terme définie au point 4 ci-dessus. A cet effet les modalités de mise en œuvre devront être précisées au cours des prochains séminaires. Dans un premier temps une opération de modélisation devra être menée dans les trois pays suivants : Centrafrique, Guinée et Mali ;
- 2) l'organisation par AFRISTAT d'un séminaire annuel consacré aux problèmes de modélisation ;
- 3) compte tenu des attributions d'AFRISTAT, les différents projets de modélisation engagés par les Etats membres devront être communiqués aux services compétents de la Direction Générale ;
- 4) la mise en place à chaque niveau national d'un cadre formel de concertation sur les évaluations statistiques des années récentes et des prévisions issues des différents services. Concernant l'évaluation des années récentes, une harmonisation des résultats est souhaitée ;
- 5) l'appropriation effective des modèles par les cadres nationaux, grâce aux actions suivantes :
 - a. l'implication effective des cadres nationaux à toutes les phases d'élaboration des modèles, en tant que futurs cadres de leur gestion ;
 - b. la documentation et la présentation écrite de la structure et de la propriété des modèles en vue d'un archivage et d'une large diffusion (administrations nationales, universités et autres centres de formation et de recherche, autres utilisateurs nationaux, organisations régionales et internationales) ;
 - c. l'adéquation de la politique salariale des organismes nationaux à l'objectif d'une plus grande stabilité des équipes nécessaire à la pérennité des travaux de modélisation ;
 - d. l'élaboration d'un programme de formation continue appuyé sur le réseau des écoles de statistique. Ces actions devront porter prioritairement sur la détermination des variables exogènes à retenir, et l'analyse statistique et économique des informations conjoncturelles ;

- e. l'intégration dans le cursus de formation des écoles de statistique de l'étude des outils pédagogiques existants ou à créer sur la modélisation et l'analyse conjoncturelle ;
- 6) les objectifs de la modélisation à moyen terme devront être précisés au cours des prochains séminaires : place des objectifs de réduction de la pauvreté, analyse de la soutenabilité des déficits, maîtrise de l'inflation, etc. Par ailleurs, le statut des modèles correspondants (prévision et/ou analyse des variantes) et leurs conditions d'utilisation devront être discutés lors de ces séminaires.

Point n° 6 : Remerciements

Les participants remercient tous ceux qui ont contribué à la réussite de ce séminaire, notamment le Ministère français des Affaires Etrangères, l'INSEE, la Banque mondiale et la Direction générale d'AFRISTAT.

Annexe 1

DISCOURS D'OUVERTURE DU SEMINAIRE

(Prononcé par le Directeur Général)

Mesdames et Messieurs les délégués des Etats membres d'AFRISTAT,

Messieurs les Représentants des Organisations Sous-régionales,

Messieurs les Représentants des Banques Centrales,

Monsieur le Représentant du Ministère français des Affaires Etrangères,

Monsieur les Représentants des Ecoles de Statistique,

Monsieur le Représentant de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE),

Madame et Monsieur les représentants de la Banque Mondiale,

Messieurs et mesdames les experts,
Mesdames, Messieurs,

Je vous souhaite à tous la bienvenue au Mali. Pendant cinq jours nous serons ensemble dans le cadre de ce premier séminaire sur la modélisation macroéconomique.

AFRISTAT vient de boucler ses cinq premières années d'activité. Les domaines couverts sont : les enquêtes auprès des ménages, les indices de prix à la consommation, l'agriculture et l'élevage, la comptabilité nationale, le secteur informel et l'emploi, l'informatique, la conjoncture économique, le renforcement institutionnel. A leur demande, AFRISTAT a apporté une assistance technique à ses Etats membres dans les domaines cités ci-dessus où il dispose d'une expertise.

La comptabilité nationale complétée par l'analyse macroéconomique, en particulier la prévision économique à court et moyen termes, contribuera, à la satisfaction des besoins tant des Etats que de la surveillance multilatérale des unions économiques dont font partie des Etats membres d'AFRISTAT, en particulier l'UEMOA et la CEMAC.

La modélisation macroéconomique est du ressort du département des études et synthèses économiques. Ce département vient d'achever d'importants travaux d'harmonisation des nomenclatures et des méthodes d'élaboration des comptes nationaux.

Il s'agit là des préalables à des travaux lourds d'harmonisation dans les domaines qui lui sont confiés. Comme travaux lourds, il y a le chantier d'élaboration des comptes nationaux conformes au SCN93 et ce, au moyen d'un outil commun, le

module ERETES, gage complémentaire d'harmonisation des données au niveau des Etats membres. Ce chantier démarre dans les prochains jours.

Sans attendre l'achèvement de ces travaux lourds qui demandent un certain temps, très vite AFRISTAT a été sollicité par la Commission de l'UEMOA qui dans le cadre de la surveillance multilatérale avait besoin d'indicateurs de convergence intégrant le PIB. Il s'agissait de proposer une démarche méthodologique permettant d'obtenir une nouvelle série de PIB plus comparables à partir des séries produites par les Etats.

Pour satisfaire les besoins de l'UEMOA, plusieurs groupes de travail réunissant des comptables nationaux et des prévisionnistes des Etats membres sous la supervision d'AFRISTAT, ont défini une plate forme minimum commune ainsi que le champ commun des comptes. Des grilles correctives ont été mises au point par pays et appliquées aux données sources pour obtenir les nouvelles séries de PIB. Un séminaire de validation s'est tenu au siège de la Commission de l'UEMOA du 17 au 19 mars 1999 à Ouagadougou. Il a réuni les Directeurs des INS ainsi que les responsables des services de Prévision des Etats membres, un représentant du FMI et deux représentants de l'Union européenne. De l'analyse des résultats, il ressort que la nouvelle série de PIB est plus fiable et plus comparable que les séries initiales parce qu'elle disposait d'un champ plus vaste et d'une structure commune. Cette réunion a mis en évidence l'intérêt de poursuivre l'exercice dans le sens cette fois, d'un rapprochement des méthodes d'élaboration des comptes ce qui a conduit à une deuxième phase de cette étude maintenant programmée pour septembre 2001.

Mesdames, Messieurs,

En général dans de tels exercices, ce qui intéresse les utilisateurs, ce sont des données sur l'année en cours et l'année suivante. Ces données de prévision ne peuvent s'élaborer de façon satisfaisante sans l'existence de données structurelles fiables, donc d'une série historique. Vous comprenez donc bien la raison de l'articulation stratégique des données de la comptabilité nationale et celles de la prévision. Cette dernière a parfois pour support un modèle macroéconomique, d'où l'intérêt de ce séminaire.

Les Etats membres d'AFRISTAT présentent une diversité dans leur travaux de modélisation, les uns étant plus avancés que les autres. Il s'agira pour nous de tendre vers un socle minimal commun de modélisation sans obérer les progrès des Etats les plus avancés qui devraient servir de stimulant pour les Etats les moins avancés.

Le présent séminaire inaugure une série de séminaires qui vise donc à terme la convergence des modèles en vue de rendre comparables les données macroéconomiques prévisionnelles pour les Etats membres d'AFRISTAT.

Mesdames, Messieurs,

Le décor étant posé, il s'agit au cours de ce séminaire, de faire le point des travaux de modélisation macroéconomique au niveau des Etats et des organisations sous-

régionales et de tirer profit de l'expérience des organisations internationales représentés au séminaire.

Comme vous pouvez le remarquer, il s'agit d'un travail attrayant mais difficile. Je suis sûr qu'en conjuguant vos compétences, vous parviendrez aux objectifs visés.

Je souhaite plein succès à vos travaux et déclare ouvert le Séminaire sur le choix d'un système commun de modélisation économique à court terme dans les Etats membres d'AFRISTAT.

Je vous remercie.